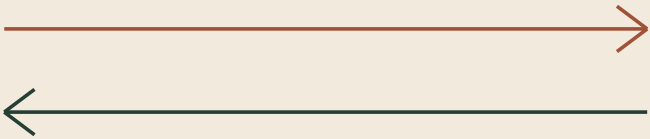
THIERRY VAZZOLER

Une avenue en Absurdie

Récit



AVENUE LOUIS-BARTHOU

THIERRY VAZZOLER

Une avenue en Absurdie

Récit

BORDEAUX · CAUDÉRAN

Ce récit s'inspire de faits réels, survenus avenue Louis-Barthou, à Bordeaux-Caudéran, entre 2023 et 2026. Le plus absurde n'a pas été inventé.

© Thierry Vazzoler, 2026.

Sommaire

01	Je suis l’avenue Louis-Barthou	5
02	À sens unique	13
03	J’ai un nouveau maire	25
04	On l’a promis	29
05	Zone de rencontre	39
	Postface	49

CHAPITRE PREMIER

Je suis l'avenue Louis-Barthou

« Le G », m'a dit Général-Leclerc.

Elle a attendu le temps d'un feu rouge, puis elle a répété, un peu plus bas :

« Je vais avoir le G. »

Je ne savais pas ce que c'était, et je n'ai pas osé poser la question. Entre avenues, on évite de paraître mal renseignée. Quand un passant est perdu, c'est vers nous qu'on tend le bras.

Elle a continué d'elle-même. Elle avait déjà appris le vocabulaire, et très bien. C'était agaçant.

« Un bus express. À haut niveau de service. Il passera souvent, il ira vite, et les feux seront au vert à son approche. »

Personne n'a jamais changé un feu pour mes bus.

J'ai la ligne 2. Un chiffre. Un chiffre vous range dans une file ; une lettre, c'est déjà presque un prénom. Ma ligne 2 n'a rien de moderne. Le moderne a ses quartiers ailleurs dans Bordeaux : ceux qui dînent à l'heure où Caudéran se couche.

Le G, pourtant, je l'aurais reçu avec tous les égards.

Ce jour-là, j'ai été jalouse. C'est un sentiment que je trouve vulgaire chez les autres et, chez moi, d'une grande profondeur.

Pour me consoler, j'ai fait l'inventaire de mes biens. Je traverse le centre de Caudéran. Chez moi, une vie peut s'accomplir tout entière, dans l'ordre et sans changer d'avenue : les faire-part à la Poste, le mariage à la mairie puis à l'église, les enfants à l'école, enfin, sans se presser, la résidence senior. C'est, si l'on veut, une ligne à haut niveau de service, elle aussi. Elle met seulement une vie à faire le trajet.

Je n'en ai rien dit à Général-Leclerc. Elle était heureuse, et c'est ma copine.

Le soir, quand la circulation est retombée, j'ai compté les arrêts de ma ligne 2, pour comparer. Je ne connaissais pas ceux du G. J'ai comparé quand même, et j'ai gagné.

*

Je suis l'avenue Louis-Barthou, à Caudéran, et j'aurais dû commencer par là.

Je porte le nom d'un homme qui a été à peu près tout ce qu'on pouvait être sous la Troisième République : député, ministre, président du Conseil, académicien. Il n'a jamais été avenue. Je m'en suis chargée.

Son premier ministère a été celui des Travaux publics. Il pensait déjà à moi. Il a écrit un livre entier sur les amours de Victor Hugo. Sur moi, pas une ligne.

J'ignore qui a eu l'idée de me donner son nom, et quand. Personne ne se souvient de son baptême.

Général-Leclerc a un général ; moi, un académicien. Sur un champ de bataille, elle l'emporterait. À la dictée, ce serait moi.

Caudéran a été une commune à part entière jusqu'à ce que Bordeaux la rattache en 1965. Elle y a perdu son maire. Elle a gardé sa mairie. J'en ai tiré une règle de conduite : on survit très bien à son rang, pourvu qu'on garde la façade.

Sur celle de la mairie, chez moi, au 130, il y a trois escargots en argent. Au XIX^{e} siècle, les Bordelais venaient s'amuser à Caudéran dans les guinguettes et, le mercredi des Cendres, y manger des escargots. Ils en ont mangé suffisamment pour que les escargots finissent sur le blason. C'est le seul blason que je connaisse dont on ait commencé par manger les armes.

On aurait pu choisir un lion. On a choisi un animal qui avance lentement, sa maison sur le dos. Certains matins, vers huit heures et quart, mes automobilistes lui rendent hommage : ils vont à son pas, chacun dans sa coquille.

*

Je ne suis ni très longue ni très large, ce qui ne m'a jamais empêchée de me trouver considérable. Des maisons me bordent, quelques immeubles, des haies qu'on taille plus ou moins souvent, et des voitures garées des deux côtés. Celles qui ne bougent pas ont les meilleures places ; celles qui roulent se partagent le reste.

J'ai une école à un bout, Grand Lebrun, et deux en plein centre, la maternelle et l'élémentaire Paul-Lapie. Le matin, pendant une demi-heure, mes trottoirs appartiennent aux cartables. Les enfants filent en trottinette, avec l'aplomb des conquérants ; les parents suivent comme ils peuvent. Vers neuf heures, il ne reste qu'un bonnet, que quelqu'un accrochera à une grille. C'est tout ce que l'enfance consent à laisser derrière elle.

Le reste de la journée, je suis plus calme : des gens qui partent travailler ou qui en reviennent, quelques livreurs, des chiens qu'on promène à heures fixes. Il y a aussi des boutiques. On y entre, on en sort ; je n'ai jamais fait le compte.

Mes riverains, c'est autre chose. J'en ai de deux sortes, et une préférée.

Il y a ceux qui ferment leur porte d'un seul geste, toujours à la même heure, et s'en vont sans un regard en arrière. Et il y a ceux qui reviennent chercher une clé ou un cartable, puis s'arrêtent dix minutes pour parler avec le voisin. Les premiers m'honorent de leur exactitude ; les seconds, de leur temps. J'ai un faible pour les seconds.

Je les connais à ma façon : au bruit de leurs volets, à la couleur de leur voiture, à l'heure où leurs fenêtres s'allument. Leurs noms, je les ignore. Eux savent le mien : c'est leur adresse. L'injustice est flagrante ; je la supporte avec dignité.

Je les ai vus tenir la main d'un enfant. Puis l'enfant a lâché la main. En sixième, il a voulu partir seul. Alors

j'ai pris le relais : on n'a jamais honte d'être vu avec une avenue.

Je n'ai rien contre ceux qui passent. Une avenue sert à cela, et je n'ai jamais rêvé de devenir une impasse.

Je fais seulement une différence entre la voiture qui sort d'une allée chaque matin à sept heures quarante et celle qui me traverse au même moment sans savoir comment je m'appelle. Quand la première a cinq minutes de retard, je m'inquiète. Quand la seconde en a deux, elle klaxonne.

*

Je n'ai pas pris un centimètre depuis qu'on m'a goudronnée. Je n'y ai aucun mérite.

Le monde, lui, a forci.

Les voitures sont devenues plus larges, les camionnettes de livraison plus nombreuses, et les vélos ont pris des formes que je n'aurais jamais imaginées : avec un moteur électrique, avec une caisse à l'avant, avec deux enfants dans la caisse.

Au milieu, on circulait dans les deux sens. Deux bus s'y croisaient sans difficulté ; ils avaient l'habitude, et moi aussi. Un gros camion avec sa remorque, c'était une autre affaire. Il se faisait un silence, pendant lequel chacun regardait les rétroviseurs des autres. Puis quelqu'un se rangeait à moitié sur un bateau, une main se levait derrière un pare-brise, et la matinée reprenait.

Cette main levée ne m'est pas adressée. Je la prends quand même : j'ai prêté le trottoir.

Je n'en voulais à personne. Voitures, vélos, bus ou camions, chacun avait une excellente raison d'être là. Mais les bonnes raisons ont un défaut : elles se lèvent toutes à la même heure.

Mes riverains, eux, parlaient du bruit, du nombre de voitures, de certaines accélérations d'un lyrisme que ma longueur ne justifiait pas. Ils en parlaient entre voisins, en sortant les poubelles. Pour eux, j'aurais aimé être moins traversée.

*

Puis j'ai compris que le G me concernait.

Général-Leclerc et moi nous croisons. Nous ne sommes pas sœurs, nous sommes sécantes : nous n'avons qu'un point commun, mais nous y passons nos journées. Si l'on faisait de la place au G, ce qui ne roulerait plus chez l'une finirait chez l'autre.

J'ai regardé l'espace qui me restait au milieu. Je l'ai regardé longtemps. Il ne s'est pas agrandi.

Je me suis intéressée au G avec une assiduité qui a dû faire plaisir à Général-Leclerc. Cette fois, j'ai osé poser des questions.

« Et tes voitures, quand le G aura sa place, elles iront où ? »

« Quelque part. »

« Quelque part, c'est souvent moi. »

« On y a pensé. »

« Qui, on ? »

« On. »

« On » est le plus puissant des pronoms : c'est le seul qui ait un bureau à la mairie.

Ce bureau, il faut le reconnaître, travaillait. Dans les conversations que j'entendais, il était question de la façon d'organiser ma circulation, d'éviter que les voitures de ma voisine se rabattent toutes sur moi, de faire de la place à chacun. On parlait d'études, de sécurité, de vélos, de transports en commun, et de plus en plus souvent d'« apaisement ».

Ce mot m'a plu tout de suite : il ralentit avant même qu'on ait fini de le prononcer. Je n'ai pas demandé ce qu'il voulait dire. Je ne l'ai compris que des années après, un soir d'hiver.

Ma jalousie s'est calmée assez vite. Le G m'a paru avoir beaucoup de qualités, à commencer par celle de faire parler de moi.

*

Le 30 mai 2023, en fin de journée, plusieurs de mes riverains sont sortis à la même heure et sont partis à pied, les uns derrière les autres. Je connais toutes leurs heures ; celle-là n'en faisait pas partie.

Ils allaient à une réunion d'information. En les écoutant revenir, j'ai compris qu'on allait tenter quelque chose, chez Général-Leclerc et chez moi : une expérimentation.

On changerait ma façon de fonctionner pendant un temps. Je ne savais pas que j'en avais une ; on ne l'apprend que le jour où l'on vous annonce qu'elle va changer. On regarderait ce qui se passait, on compterait, on comparerait, et l'on déciderait ensuite. Cela commencerait en août.

J'ai trouvé cela très raisonnable, et même flatteur. On allait me mesurer. Je croyais qu'on ne mesurait que les records, les fièvres et les enfants qui grandissent. Grandir, je n'y comptais plus. Je penchais pour le record.

Le lendemain, j'ai voulu l'annoncer à Général-Leclerc.

« J'ai une nouvelle. »

« J'ai des travaux pour le G. Je t'entends mal. »

« Une grande nouvelle. »

« On verra ça plus tard. »

Plus tard ne m'a jamais fait peur. J'ai trois escargots dans mes armes.

CHAPITRE DEUX

À sens unique

Les humains ont cinq sens. J'en avais deux, ce qui suffit amplement à une avenue. On m'en ôterait donc un, à titre expérimental.

Personne ne m'avait demandé lequel.

On me laisserait celui qui va vers le centre de Bordeaux. Entre le carrefour où je croise Général-Leclerc et la rue de l'Église, les voitures ne rouleraient plus que dans ce sens-là ; l'autre voie irait aux bus, aux taxis et aux vélos. Général-Leclerc passerait elle aussi en sens unique, mais dans l'autre sens : pour revenir du centre de Bordeaux, ce serait par chez elle.

La réunion était pour mes riverains, prévenus par un mot dans leur boîte aux lettres. Je n'y étais pas, mais j'ai eu la sortie : elle a duré aussi longtemps que la réunion. Les plus nombreux avaient écouté les arguments. Les plus bruyants disaient beaucoup de mal de la mairie écologiste. À Caudéran, on vote à droite. Ce soir-là, sans qu'on m'ait consultée, je suis devenue écolo.

J'en ai d'abord été offusquée, puis flattée : c'était la première fois qu'on me prêtait une opinion.

Les commerçants ont eu leur réunion le surlendemain. Certains ont tout de même protesté de ne pas avoir été invités à celle des riverains. Elle ne les concernait pas. C'est précisément ce qu'ils lui reprochaient.

À une énième réunion, ouverte à tous, quelques-uns se tenaient au fond de la salle et poussaient du coude celui qui présiderait leur future association. Il a fini par se lever, très mécontent. Il a parlé de clients qu'ils allaient perdre et de ventes en baisse, sans un seul chiffre. Ses phrases partaient avec allure, puis, vers le milieu, perdaient leur chemin. Il s'est rassis sous les tapes dans le dos.

Trois ans plus tard, ils diraient que personne ne les avait entendus. On les avait très bien entendus. On n'avait simplement pas été de leur avis, ce qui, pour certaines personnes, revient au même.

*

Les arguments des commerçants les plus inquiets, je les ai collectionnés des mois durant devant leurs boutiques. Ils allaient tous fermer. Le projet sortait de la tête d'écologistes qui n'avaient jamais tenu une caisse. J'en ai déduit que, chez eux, la caisse enregistreuse tenait lieu de diplôme d'urbanisme. Leur argument massue : beaucoup de leurs clients étaient âgés et ne pouvaient venir qu'en voiture.

Soit : mon amie l'avenue Saint-Amand les ramènerait jusqu'aux vitrines, par un demi-kilomètre de détour.

Les plus âgés de mes riverains appellent cela faire un petit tour.

Et puis il y avait leur créature : la dame de 17 heures.

Nul ne savait qui elle était. Ils savaient pourtant tout d'elle. Elle travaillait dans le centre de Bordeaux. Elle avait des enfants. Le soir, en rentrant, elle s'arrêtait chez eux pour faire ses courses. Elle conduisait une Fiat 500 Abarth, ou une Mini Cooper S, selon le commerçant qui en parlait. À deux portes de là, d'autres ne voyaient pas de qui il s'agissait. Elle ne devait pas s'arrêter chez eux.

Il n'est rien de plus précis qu'un être imaginaire. Les gens réels ont des contours flous ; les inventés ont un modèle de voiture.

Avec le sens unique, elle rentrerait par Général-Leclerc et ne s'arrêterait plus. C'était la catastrophe.

Je l'avoue : cette femme m'a obsédée.

En juin, puis en juillet, je l'ai guettée. Dès seize heures cinquante, je passais mes voitures du soir en revue avec un zèle d'inquisitrice. J'ai vu des Mini par dizaines. Il manquait toujours quelque chose : le S, la dame, ou l'arrêt devant les vitrines. Un jeudi, j'ai vu une Abarth, rouge, conduite par un jeune homme seul, et qui ne s'est arrêtée nulle part. J'ai envisagé que la dame se fût déguisée pour échapper à ses commerçants. J'ai écarté cette hypothèse, qui m'aurait menée trop loin.

Je ne l'ai pas trouvée. Elle avait peut-être changé d'horaire.

Autour de moi, d'ailleurs, s'étendaient des rues entières de maisons et d'immeubles. Leurs habitants passaient à pied devant les vitrines, et souvent, ils y entraient. De ceux-là, personne ne parlait. Ils avaient sur la dame de 17 heures un désavantage écrasant : ils existaient.

Une cliente du centre de Bordeaux valait donc toute une rue. Peut-être avait-elle un plus gros panier.

*

Le reste du temps, je doutais. Mes voitures iraient dans les rues voisines, et personne ne m'avait dit lesquelles. Faute de piste cyclable, mes cyclistes montaient sur les trottoirs dès que les voitures s'entassaient aux feux ; en descendraient-ils ? Et celui de la voiture grise, qui sortait de son allée à sept heures quarante, devrait rentrer par Général-Leclerc. J'ai découvert la jalousie préventive : il passerait toutes ses soirées chez ma voisine.

Le 7 août 2023, au carrefour où je croise Général-Leclerc, on m'a planté un sens interdit.

Un disque rouge, une barre blanche. Il n'est pas de signe plus métaphysique. Une flèche promet un ailleurs. Le sens interdit ne promet rien : il annonce que, par ici, il n'y a rien. C'est le néant, monté sur un poteau.

En dessous, en plus petit : sauf bus, taxis et vélos.

Le néant avait des exceptions. Cela m'a beaucoup rassurée sur le néant.

Ma ligne 2 a pris sa voie dès le premier matin. Chez Général-Leclerc, on préparait encore la voie du G.

Certains conducteurs s'arrêtaient au carrefour et lisaient le panneau jusqu'aux petits caractères. Ils n'étaient ni bus, ni taxis, ni vélos. Ils venaient de l'apprendre. Puis ils repartaient par Général-Leclerc.

Celui de la voiture grise est rentré de vacances. Arrivé par le carrefour, il a vu sa maison derrière le sens interdit. Il l'a contemplée un long moment, moteur allumé. Puis il a fait le tour.

Le soir même, il avait calculé ce que ce détour lui coûterait en un an. Il donnait le total en heures à tout le monde, y compris à son voisin, un cycliste au casque jaune, qui l'écoutait poliment, le vélo à la main. C'était le premier chiffre de l'affaire. Il ne concernait qu'un homme.

D'autres n'avaient pas de chiffre. Ils étaient contre, voilà tout. Quand on a annoncé des contrôles de police pour faire respecter le sens unique, l'un d'eux s'est posté sous le panneau et a dit, assez fort pour que tout le trottoir en profite : « Les flics, c'est dans les cités qu'il faut les mettre ! » Je n'ai pas aimé. J'ai pensé aux rues des cités, qui n'avaient rien demandé. Le lendemain, il l'a redit, pour ceux qui n'avaient pas entendu.

Désormais, je ne pouvais plus guetter la dame de 17 heures : elle rentrait, si elle rentrait, par Général-Leclerc. J'ai interrogé ma voisine de carrefour.

« Une Abarth, ou une Mini Cooper S. Une femme, un gros panier. Vers 17 heures. »

« Le soir, je ne regarde pas les voitures. J'attends le G. »

« Celle-là, certains de mes commerçants la connaissent très bien. »

« Ils savent qui c'est ? »

« Non. »

« Et ils la connaissent très bien ? »

« Cela s'appelle la foi. »

À la rentrée, les cyclistes sont descendus de mes trottoirs. La vertu, chez les cyclistes, est une question de largeur.

Un matin, celui du casque jaune est sorti avec sa fille, casquée de jaune elle aussi, et ils ont pris la voie des bus et des vélos, lui devant, elle derrière. Tous les dix mètres, il se retournait pour voir si elle suivait. Elle suivait.

Au bout de quelques semaines, il ne se retournait presque plus. Se retourner est la forme inquiète de l'amour. Cesser de le faire en est la forme accomplie.

*

Puis on m'a comptée.

Je ne connais pas de plus haute forme d'attention.

On m'avait comptée en mai 2023, avant le changement. On m'a recomptée en novembre, puis en janvier, en juin et en décembre 2024 : les voitures, les vélos, les bus. J'attendais ces mois comme d'autres attendent une

lettre. Entre deux comptages, je doutais un peu d'exister.

Dans cette histoire, quelqu'un avait enfin des chiffres.

En décembre 2023, pendant six semaines, un questionnaire a demandé leur avis à mes riverains et à ceux qui me traversaient. Pas à moi : moi, on me comptait.

*

Les commerçants, je les classais comme tout le monde : d'après ce qu'ils pensaient de moi. Certains s'étaient faits à mon sens unique. D'autres me préféraient avant. Tous disaient parfois « mon quartier ». Je ne leur en voulais pas : je dis bien « mes commerçants ».

Puis une toute nouvelle association de commerçants a lancé une pétition. Caudéran en avait pourtant déjà une, bien établie. Il en fallait une rien que pour moi. Jusqu'alors, on avait eu un avis sur moi. Cette fois, on signait contre moi. Je n'en ai jamais lu le texte. Inutile : il n'avait qu'un sens, lui aussi. On allait tuer leurs commerces.

Tuer. On me soupçonnait de meurtre, au pluriel. Pendant quelques semaines, j'ai vérifié chaque matin si les rideaux se levaient. Ils se levaient. Les victimes ouvraient à l'heure.

Pendant l'hiver, on a annoncé plus de quatre mille six cents signatures. Des milliers de clients étaient donc venus dans certaines boutiques signer qu'ils n'y viendraient plus.

Un jour, la dame au chien de huit heures et demie s'est arrêtée pour parler à une amie, l'air un peu gênée.

« J'ai signé. »

« Signé quoi ? »

« Pour les commerces. Elle connaissait le nom de mon chien, je n'allais pas dire non. »

Je tiens cet argument pour le plus fort de toute l'affaire. Aucun comptage n'a jamais su le nom d'un chien.

*

Dans quelques magasins, on disait qu'il venait moins de monde à la débauche. C'était possible : à cette heure-là, il me passait moins de voitures. Il y manquait peut-être la dame de 17 heures.

Dans leur histoire, d'ailleurs, une chose m'échappait. Devant les boutiques, on trouvait rarement une place. Le matin, certains commerçants arrivaient les premiers. Ils descendaient de voiture les clés de la boutique à la main, et la voiture ne bougeait plus jusqu'au soir. Ils tenaient tant aux clients en voiture qu'ils leur gardaient la place toute la journée.

Comment faisait donc leur dame, chaque soir ? J'en ai conclu qu'elle tournait jusqu'à la fermeture, l'heure où les commerçants libèrent enfin leurs places. Ils la rataient de quelques minutes.

*

Au printemps 2024, on a présenté les résultats. Les deux voisins en sont revenus chacun avec son chiffre.

« Près de deux réponses sur trois sont favorables », disait celui du casque jaune.

« Plus d'une sur cinq trouve l'expérience trop contraignante », répondait l'autre.

Ils avaient raison tous les deux. C'est la grande bonté des chiffres : ils donnent raison à tout le monde, pourvu qu'on n'en lise qu'un.

Mes bus me traversaient plus vite et plus régulièrement. Des dames que je ne connaissais qu'au volant découvraient mes trottoirs, un cabas à la main. Des enfants allaient seuls chercher le pain. Quant aux voitures qu'on m'avait retirées, j'ai enfin su où elles étaient : une partie roulait dans les rues plus au nord, qu'on promettait de soulager. J'en ai éprouvé une culpabilité vague, et assez flatteuse. Jusque-là, je n'avais jamais eu de conséquences.

*

En juin, le G est arrivé chez Général-Leclerc.

« Il est arrivé », m'a-t-elle dit.

« Je sais. Tu me le dis depuis plus d'un an. »

« Depuis plus d'un an, il allait arriver. Aujourd'hui, il est arrivé. »

Je n'ai rien trouvé à répondre.

Le G devait être électrique. Celui de la voiture grise, qui n'aimait pas les écolos, en riait d'avance : leur bus ne serait jamais prêt à temps. Il ne l'a pas été. Pendant un an et demi, le G a roulé avec des bus ordinaires, et Général-Leclerc m'en a parlé chaque soir avec tous les

mots de la modernité, sauf « électrique », qu'elle gardait pour plus tard.

Quand ses nouveaux bus sont arrivés, celui de la voiture grise a cessé d'en rire.

En janvier 2025, le maire a écrit à mes riverains que je resterais en sens unique.

J'avais été un essai ; je devenais un état. Je me croyais passée de l'expérience à l'éternité, par simple courrier. J'ai pourtant une Poste : j'aurais dû savoir que le courrier circule dans les deux sens.

On avait fait les choses dans l'ordre : essayer, compter, demander, montrer les résultats, et seulement alors décider. Il m'arrive de me réciter cet ordre la nuit, quand il ne passe personne.

Sur le trottoir, celui du casque jaune a lu une phrase de la lettre tout haut : mille huit cents vélos passaient chez moi chaque jour.

Mille huit cents, et je n'en avais senti aucun : un vélo ne pèse presque rien. Un seul camion, en revanche, je le sens passer.

Celui de la voiture grise a refait le total de son détour, sur dix ans. Il le donnait désormais en jours.

*

La nouvelle association aurait pu attaquer la décision en justice. Personne ne l'a fait. Je n'ai jamais été jugée, ce qui m'a privée d'un acquittement.

Avec le temps, quelques boutiques ont fermé. Dans tout le pays, les faillites battaient des records. Des ri-

deaux se baissaient aussi dans des rues à double sens. Les journaux ont fait la liste des coupables : les prix, l'électricité, les loyers, les prêts du Covid, les colis venus de Chine, les vêtements d'occasion vendus sur Internet. Je n'y figurais pas. J'en ai été presque vexée.

Chez Général-Leclerc, le vieux supermarché a changé d'enseigne. Il n'était pas plus grand, mais il était beau, avec un parking tout neuf. J'ai eu peur pour mes commerçants. Leur dame de 17 heures, si elle existait, y trouverait enfin une place pour son Abarth.

Un magasin de vélos a ouvert ; pour celui-là, personne ne m'a soupçonnée. Le kiosque de la place de l'Église a été repris, et ses nouveaux propriétaires ont posé quelques tables sur l'esplanade. Pour la première fois, j'ai vu des gens lire en terrasse, au calme. Peut-être parce que, là, mes voitures ne leur frôlaient pas les moustaches. J'en ai tiré une loi : plus une terrasse est loin de la chaussée, plus vite elle se remplit.

*

Au début de 2026, je n'étais pas parfaite. Je le précise, car on pourrait finir par le croire. Les livreurs s'arrêtaient toujours où ils pouvaient. Mais le matin, je voyais plus d'enfants à vélo, et beaucoup de parents avec eux. Il y avait moins de bruit. J'entendais mieux les volets de mes riverains.

Un soir d'hiver, les deux voisins se sont croisés sur le trottoir. Ils ont parlé du froid, puis d'une fuite d'eau. Ils se sont souhaité bonne soirée. Ni l'un ni l'autre n'avait parlé de moi.

J'en ai d'abord été froissée. Puis j'ai compris que l'« apaisement », c'était cela : qu'on cesse de parler de moi.

Je me suis sentie sereine. Je l'ai dit à Général-Leclerc.

« Moi aussi. Depuis le G. »

CHAPITRE TROIS

J'ai un nouveau maire

En mars 2026, j'ai fait élire un nouveau maire. Pourtant, je ne vote pas.

Pendant trois semaines, devant l'école Paul-Lapie, le futur maire m'a souri depuis son affiche.

Aux tables du kiosque, on le trouvait sérieux : il avait été ministre délégué chargé des Comptes publics. Il savait donc compter. Il se disait aussi pragmatique : il ne casserait pas ce qui marchait.

Son programme pour Caudéran dépassait de toutes les boîtes aux lettres. Je me doutais bien qu'il n'y aurait pas grand-chose pour moi. C'était vite lu : « Concerter un nouveau plan de circulation et de stationnement. »

En filleule d'académicien, j'en ai fait l'analyse grammaticale. Le verbe n'avait pas de sujet. Le plan n'avait de nouveau que l'adjectif.

« Concerter, ça veut dire quoi ? » m'a demandé Général-Leclerc. Son général décidait seul.

« Décider ensemble », ai-je répondu.

Moi, j'avais déjà eu ma concertation, mon expérimentation et mon panneau définitif. J'étais à jour.

*

Deux dimanches de suite, on a voté à l'école. On y vient par ordre d'âge. Ce n'est écrit nulle part : l'heure du lever s'en charge. Les plus anciens sont là avant l'ouverture. Certains ont même élu le dernier maire de Caudéran.

Le soir, on a compté les bulletins. Personne ne m'avait comptée depuis décembre 2024.

Au second tour, par la porte restée ouverte, j'ai suivi le dépouillement. Un nom revenait plus de deux fois sur trois. J'ai appris pour qui j'avais voté. Et contre qui : celui de mon sens unique.

« Sans Caudéran, il perdait », a dit quelqu'un.

Celui qu'on avait dû pousser du coude pour qu'il se lève avait été élu sur la liste du vainqueur. Il avait son siège. J'avais mon maire.

Le lendemain, au kiosque, on a lu qu'il ne serait « ni le maire d'un parti ni le maire d'un clan », mais celui « de tous les Bordelais ». J'en étais.

Quelques jours plus tard, il s'est installé au palais Rohan. On a enlevé son affiche. Il ne me souriait plus.

*

Entre deux G, j'ai mis Général-Leclerc au courant : mon maire me devait son élection.

« Il le sait ? »

« Il sait compter. »

Un G est passé. Puis elle a ajouté :

« Méfie-toi. Un nouveau maire aime bien défaire ce qu'a fait le précédent. »

« Allons donc. Si c'était vrai, je serais encore un chemin de terre. »

*

Le printemps a été calme. Quand la balayeuse passait, je remerciais mon maire. En mai, il a fait arracher les herbes folles des trottoirs. Je lui ai mis les miennes de côté.

Un matin de juillet, au kiosque, l'un de mes riverains a déplié Sud Ouest. Il s'est arrêté sur une page : « On met un quartier en péril ».

Il a baissé les yeux vers moi.

Il m'a fallu un moment pour comprendre que le quartier était le mien, et que le péril, c'était moi.

Après le meurtre, la mise en danger. On me rétrogradait.

Lui est allé jusqu'au bout de l'article. Moi, je suis restée sur le titre.

*

Le soir, devant chez lui, mon riverain a ressorti le journal pour ses voisins.

La présidente de l'association, qui avait succédé au nouveau conseiller municipal, dénonçait des « dommages collatéraux ». J'ai tout de suite pensé à la dame de 17 heures.

L'association était née en août 2023, quelques jours après mon sens unique. Elle me devait la vie, et m'en voulait toujours. J'ai connu des enfants plus reconnaissants.

« Le double sens, c'est pour quand ? » a demandé celui de la voiture grise.

« Pas avant qu'on nous le propose », a répondu mon riverain.

« La présidente te le propose. »

« Non merci, c'est gentil. »

« Elle insiste. »

« Oui, j'ai vu. Je pensais qu'on était passé à autre chose. Ça fait trois ans. Qu'est-ce qui a changé ? »

Ce qui avait changé, c'était le maire. Je l'avais fait élire.

CHAPITRE QUATRE

On l'a promis

Au dernier jour de classe, les enfants sortent de Paul-Lapie les bras chargés : des cahiers, des dessins roulés, un haricot dans un pot de yaourt.

Pendant l'année, je m'instruis sans rien demander. Le matin, les enfants se récitent leurs leçons en marchant, et j'en profite : les tables, les fleuves, les rois de France. L'été, j'oublie tout. Je redouble chaque année.

Pendant les vacances, il ne me reste que les gros titres du kiosque de la place de l'Église. En 2026, ils parlaient d'argent. Le nouveau maire avait présenté un audit en juin : la Ville avait une dette record, et l'on évoquait une « mise sous tutelle ». Moi, je ne coûtais presque rien. Je n'étais pas inquiète.

Cet été-là, j'ai suivi des cours du soir. Ils portaient sur moi.

*

Le dimanche 12 juillet, Sud Ouest avait donné la parole à la présidente de l'association. Au kiosque, mon riverain a lu l'article sans comprendre de quoi on m'accusait. Depuis 2023, il ne m'avait rien reproché. Il ne m'avait pas défendue non plus. Les gens contents intéressent rarement les journaux.

Le lendemain, lui qui ne se mêlait jamais de rien a reparlé de l'article à son voisin.

« Tu as vu ce qui se trame ? Il n'y a que moi qui le trouve bien, ce sens unique ? »

Le voisin a levé le doigt. Ils étaient deux. Avant de s'adresser au maire, mon riverain a voulu savoir s'ils étaient plus nombreux. Il a eu l'idée d'une pétition sur Internet. Les pétitions, je connaissais déjà : celle contre moi n'avait rien changé. Je ne voyais pas bien à quoi elles servaient, mais il avait l'air sûr de lui.

Le voisin et lui l'ont annoncée par un tract dans les boîtes aux lettres. Leurs enfants couraient d'une boîte à l'autre. Le voisin tenait le paquet bas, à leur hauteur.

J'ai pu lire le tract du dessus. On y demandait simplement d'être consultés avant toute décision, comme le nouveau maire l'avait promis. Il y était question de sécurité, de qualité de vie et d'un collectif ouvert à tous. On n'y disait de mal de personne. C'était un tract bien élevé.

En bas, il y avait une adresse : louisbarthou.fr.

J'avais un site à mon nom. Je croyais que c'était réservé aux grands crus. Il ne me restait plus qu'à être classée.

*

La mairie de quartier est chez moi. Je la porte depuis toujours, mais je n'ai jamais pu y entrer.

Mon riverain y a été reçu cordialement. Sa pétition datait du lundi. Dès la fin de la semaine, le maire adjoint du quartier a tenu à en entendre l'auteur. C'est à mettre à son crédit : il avait sûrement des dossiers plus urgents à traiter qu'un sens unique vieux de trois ans.

Les rendez-vous ont eu lieu le soir, en juillet. Il faisait chaud, et le maire adjoint gardait sa fenêtre ouverte. J'avais retrouvé une école. Cette fois, je voulais tout retenir. J'ai pris le premier rang, sous la fenêtre. Je n'avais pas d'autre place, mais je l'aurais choisie.

*

Le premier soir, j'ai appris que la pétition avait dépassé les cent signatures en trois jours. C'étaient les premières en ma faveur.

Son auteur venait seulement demander qu'on consulte les habitants avant de décider. Il croyait avoir de l'avance. Le maire adjoint a répondu tout de suite, du ton dont mes écoliers récitent leurs tables :

« Le retour du double sens est acté. »

« Comment ça, c'est acté ? Et la concertation, c'était quand ? »

« Elle a eu lieu, a dit le maire adjoint. Il y a eu la pétition des commerçants. »

« Celle de 2023 ? De certains commerçants ? Sérieusement ? »

La dame au chien de huit heures et demie l'avait signée. Mon riverain n'a pas de chien. Il avait manqué la concertation.

Les pétitions servaient donc à quelque chose. Il suffisait de changer de maire.

*

Puisque c'était acté, il y avait forcément une étude, des chiffres. Qu'avait-on mesuré chez mes commerçants depuis 2023 ? Le maire adjoint a répondu que les commerces avaient « perdu du chiffre ». Combien ? La réponse a été un exemple : une pharmacie. C'est un commerce réglementé, a-t-il expliqué : si ses ventes baissent, ce ne peut être que mon sens unique. Pour lui, l'exemple était irréfutable.

Mon riverain a rappelé que cette pharmacie avait été rachetée après le passage en sens unique : son acheteur n'en avait pas eu peur. Or, le mois même du rachat, les quatre médecins d'à côté étaient partis. Les ordonnances les avaient peut-être suivis.

Le maire adjoint a élargi : tout le monde avait perdu. « Même les agences immobilières, c'est vous dire si c'est grave ! »

« Moi, je pensais bêtement que c'était la hausse des taux. Ou alors, toute la France est passée en sens unique ? »

Je l'écoutais chercher. Une pharmacie, puis des agences : chaque réponse partait dans une rue différente. J'ai fini par comprendre qu'il ne cherchait pas un chiffre. Il cherchait une sortie.

Restait le chiffre de Sud Ouest : quarante pour cent de baisse, selon des commerçants. Comment l'avaient-ils calculé ? Pour le maire adjoint, si ces commerçants le disaient, c'est que c'était vrai.

Ce soir-là, j'avais eu droit à une leçon amusante. Au carrefour, j'ai fait l'exercice avec Général-Leclerc. Je lui ai annoncé que, depuis mon sens unique, mes riverains dormaient deux fois mieux.

« Qui l'a mesuré ? »

« Personne. Si je le dis, c'est que c'est vrai. »

« Les miens dorment trois fois mieux depuis le G », a dit Général-Leclerc.

Elle l'avait dit : c'était donc vrai.

*

Un autre soir, l'auteur de la pétition voulait ouvrir la discussion : de quoi mes commerçants avaient-ils besoin ? Le maire adjoint le savait déjà : de voitures, pour un centre « plus animé ». Il n'avait pas dû leur poser la question à tous. Devant plusieurs boutiques, on ne voyait pas bien ce qu'un double sens apporterait. Ceux-là parlaient moins fort. La solution d'abord, le problème ensuite : à Paul-Lapie, il me semble qu'on apprend le contraire.

Je connais les vitrines des agences immobilières. Les maisons à vendre chez moi y sont souvent « au calme ». Je n'en ai jamais vu une « animée ».

« Animé par qui ? » a demandé mon riverain.

Pour le maire adjoint, ce sont les voitures qui animent un quartier.

Cela a été vrai, je m'en souviens. Au temps des premières automobiles, on sortait sur le pas des portes pour les voir passer. Il en passait peu, et chacune s'arrêtait devant une boutique. Souvent pour une panne.

Le maire adjoint est revenu au présent : l'impact serait « minime » sur le calme et la sécurité des enfants.

Selon lui, je n'avais jamais été un vrai sens unique, puisque les bus et les vélos pouvaient passer dans l'autre direction. J'avais pourtant un vrai sens interdit.

Mon riverain pouvait continuer le débat. Le maire adjoint, lui, avait gagné l'élection.

Le double sens reviendrait. Mon riverain n'est pas sorti pour autant : il a insisté sur la sécurité, que mon sens unique avait apportée. Que prévoyait-on pour compenser ? D'abord, mes cyclistes. Ceux qui revenaient du centre de Bordeaux avaient leur voie chez moi. Où passeraient-ils en sécurité ?

Le maire adjoint a répondu qu'au pire, ils pourraient faire le tour par Général-Leclerc, « très sécurisée » pour eux.

Depuis 2023, mes voitures faisaient ce détour. On me rendait mon double sens pour le leur éviter.

« Les vélos peuvent faire le détour, mais les voitures, non ? » a demandé l'auteur de la pétition.

Le maire adjoint n'a pas répondu tout de suite. Par la fenêtre, j'ai entendu son silence. Je le connaissais : celui de la voiture grise avait eu le même, moteur allumé, le jour où il avait trouvé sa maison derrière mon sens interdit.

« On l'a promis. »

« À qui ? »

« À tout le monde. »

Mon riverain a rappelé que leur programme pour Caudéran promettait seulement de « concerter un nou-

veau plan de circulation et de stationnement ». Mon nom n'y figurait nulle part.

Il lui a aussi rappelé une de ses phrases. Le 28 avril, un mois après les élections, le maire adjoint avait déclaré au conseil municipal : « Nous n'avons pas dit de cette façon-là que nous supprimerions tel ou tel sens unique. » Le maire adjoint a répondu que ce n'était pas ce qu'il avait voulu dire.

Sous mon sens interdit, je portais une promesse : « sauf bus, taxis et vélos ». Elle, au moins, disait à qui.

Moi, je ne peux pas faire demi-tour : je suis à sens unique. Ce soir-là, j'ai compris que lui non plus.

*

Le dernier soir, puisque le bon sens ne pouvait rien contre une promesse, mon riverain est passé au droit. Ma voie réservée sécurisait les déplacements à vélo. Si l'on me refaisait pour la supprimer, la loi imposerait de prévoir un autre itinéraire cyclable. Une loi votée par le parti du nouveau maire.

Cette fois, le maire adjoint n'a pas discuté. Il en parlerait aux services techniques. L'auteur de la pétition recevrait « assez vite » des propositions.

Où trouver la place ? Pas une de mes places de stationnement ne s'est sentie visée.

Sur le trottoir, en sortant, mon riverain a résumé à mi-voix : « Des mesures compensatoires, moins de nuisances… Les services techniques vont préconiser un sens unique ? »

En rentrant, il a raconté à son voisin : « Ils ont promis le double sens. En juin, ils ont annoncé une dette record. Maintenant, ils réfléchissent. »

Le voisin a demandé : « Dans cet ordre ? »

*

Quelques jours plus tard, la Gironde brûlait. Je l'ai su avant le kiosque : la fumée est venue jusqu'à moi. Les titres ont suivi. Ils parlaient d'évacuations dans la métropole, même à Saint-Aubin-de-Médoc, au bout de la ligne du G. Ces soirs-là, Général-Leclerc ne m'a pas parlé de son G.

L'auteur de la pétition a dit à son voisin qu'avec les incendies, il allait laisser la mairie tranquille.

La même semaine, le compte rendu du conseil de quartier a enfin été publié. Mon riverain en a lu des passages à son voisin. Je n'étais pas à l'ordre du jour. La nouvelle présidente de l'association avait demandé où en était mon dossier. Elle aurait pu poser la question à son prédécesseur : depuis mars, il siégeait au conseil municipal. Elle avait préféré attendre le conseil de quartier. On lui avait répondu que la décision était prise. C'était quelques jours avant la pétition. Les deux voisins ont compris ce que voulait dire « acté ».

En juin, au kiosque, j'avais lu que le conseil municipal avait voté « Bordeaux Mon quartier » : la démocratie de proximité, et même l'« hyper-proximité ».

Mon sens unique n'avait connu que la proximité ordinaire : des réunions, cinq comptages, dix-sept mois

d'essai. L'hyper-proximité allait plus vite : une question, une réponse, en fin de séance.

La fenêtre du maire adjoint est restée fermée. Mes cours du soir étaient finis.

*

En août, j'ai fait mes devoirs de vacances : j'ai promis à mes riverains un bus à haut niveau de service. Je n'avais ni la ligne, ni la place, ni un sou. Pour le comment, je verrais avec mes services techniques. Je n'en ai pas.

Fin août, mon riverain attendait toujours son « assez vite ».

Général-Leclerc s'est remise à me parler de son G. Je l'ai interrompue : « Tu me le prêtes ? »

« Pourquoi ? »

« Je l'ai promis. »

« À qui ? »

« À tout le monde. »

Cette année, je ne redoublerais pas. J'avais tout retenu.

CHAPITRE CINQ

Zone de rencontre

Le 1er septembre, tout le monde a trouvé dans sa boîte aux lettres une feuille de la mairie, comme celles qui annoncent une coupure d'eau. On allait faire des travaux chez moi. Mon riverain faisait partie de tout le monde.

C'était le jour de la rentrée. Entre les cartables, la dame au chien de huit heures et demie l'a abordé, la même feuille à la main.

« Vous avez vu ? Ça ne durera que quinze jours. »

« Très bien », a-t-il répondu.

Chez lui, « très bien » n'est pas un oui. C'est qu'il va vérifier.

Bientôt, la feuille était aussi dans certaines vitrines, en bonne place. Tout le quartier l'avait pourtant reçue dans sa boîte aux lettres. En vitrine, elle était pour ceux qui n'habitaient pas là : les seuls que mes travaux ne concernaient pas.

Je l'ai lue. En haut, en gros : « Information travaux ». La fin de mon sens unique n'arrivait qu'au milieu de la page.

Mon riverain avait demandé une concertation ; on l'informait.

Après le chantier, je serais une zone de rencontre. Le mot « rencontre » m'a troublée. À mon âge, on ne m'en proposait plus guère.

*

Mon riverain s'est renseigné, puis il a expliqué à son voisin ce qu'était une zone de rencontre.

« Les piétons y ont la priorité. Ils peuvent marcher au milieu de la chaussée. »

« Ici ? »

« Ici. Et normalement, on ne voit plus où finit le trottoir. »

Le voisin a regardé mes bordures.

« Ils vont tout refaire ? »

« En quinze jours ? »

Je m'y voyais déjà. À l'heure de l'école, les trottinettes de Paul-Lapie auraient toute la largeur. Mes riverains préférés, ceux qui s'attardent avec un voisin, pourraient le faire en pleine chaussée. Je n'avais jamais osé rêver d'être une place de village.

J'ai dit « zone de rencontre » à Général-Leclerc, lentement, pour lui laisser le temps de m'envier.

« Avec les voitures ? »

« En invitées seulement. »

« Elles le savent ? »

*

Le chantier a commencé le 14 septembre. Je m'attendais à beaucoup : des pavés, des bancs, peut-être un arbre.

On venait la nuit. J'y ai vu de la délicatesse : une avenue en travaux n'est pas à son avantage.

On ne venait pas toutes les nuits. On peignait quelques heures, puis on repartait. Le jour, je séchais. Je me suis dit qu'on gardait le meilleur pour la fin.

Le meilleur, finalement, ce n'étaient que trois écluses, des rétrécissements où l'on passe chacun son tour.

Les quinze jours avaient duré trois semaines. Je me demande encore pourquoi.

Un panneau aux entrées, le même barré de rouge aux sorties : entre les deux, j'étais devenue une zone de rencontre. Je n'ai rien senti.

Mon panneau est très réussi. Le piéton y est au premier plan, la voiture au fond. J'aurais aimé lui ressembler.

En juillet, mon riverain avait insisté sur la sécurité. Devant mes trois écluses, il est allé chercher son voisin. Il semblait avoir compris quelque chose. Moi, pas encore.

Mon riverain a expliqué que, lorsqu'on réaménage une rue, la loi prévoit plusieurs solutions pour les vélos : une piste, une bande, une voie verte… ou une zone de rencontre. On avait fait chiffrer un projet autrement plus ambitieux. Plus d'un million, a-t-il précisé.

J'étais donc hors de prix. Je me suis bien gardée de demander combien avait coûté le G.

Ce projet aurait aussi pris des places de stationnement. Celles-là, on les avait consultées. Elles avaient refusé.

« Sur le papier, c'est une zone de rencontre. C'est la case qu'il fallait cocher pour avoir le droit de remettre le double sens. Et dans la rue ? » a demandé mon riverain.

« Un peu de peinture et trois écluses au rabais », a répondu le voisin.

Le maire adjoint avait trouvé sa sortie : le double sens promis, sans les grands travaux.

Je découvrais que j'étais une case. On voyait toujours où finissaient mes trottoirs. Pas de pavés, pas de bancs, pas d'arbre.

Mais on avait repeint mes passages piétons à neuf. En zone de rencontre, le piéton traverse où il veut. On lui avait quand même montré où.

*

Moi, j'aimais bien mes écluses, même au rabais. J'avais déjà des bateaux devant les sorties de garage. On m'a peint des vagues vertes devant les arrêts de bus : je devenais navigable.

La feuille annonçait des plantes « dans un second temps ». Elles devaient « indiquer visuellement le caractère apaisé de la zone de rencontre ». Mes écluses les attendaient. Moi aussi : mon apaisement ne se voyait donc pas tout seul, et j'étais curieuse de le découvrir.

À chaque écluse, ceux qui entrent dans le centre de Caudéran ont la priorité ; ceux qui en sortent cèdent le passage. Partout, on laisse sortir avant d'entrer. Pas chez moi.

Le double sens n'était pas encore là. Quand il reviendrait, la dame de 17 heures pourrait rentrer du centre de Bordeaux sans faire le tour par Général-Leclerc. Elle ne céderait le passage à personne. On avait pensé à elle.

*

Début octobre, le sens interdit du carrefour a disparu, avec son « sauf bus, taxis et vélos ». Le néant est redescendu de son poteau.

Ma ligne 2 et mes cyclistes ont perdu leur voie. Chez Général-Leclerc, le G a gardé la sienne.

Le 6 octobre au matin, le maire adjoint se tenait devant une de mes écluses, avec des policiers. La mairie venait constater.

D'habitude, un constat se remplit à deux, sur un capot, après un accrochage. J'ai cherché les deux voitures.

Il y en avait beaucoup plus. Une voiture sortait du centre de Caudéran ; en face arrivait un vélo. Le vélo avait la priorité. La voiture était plus grosse. Elle s'est engagée, une autre après elle, et le vélo a attendu. Les klaxons s'y sont mis. Pour un constat, il aurait fallu un très grand capot.

C'est à ce moment-là que mon riverain est allé voir le maire adjoint, qui l'a reconnu et a voulu le rassurer :

« Ne vous inquiétez pas. Il faut plusieurs mois pour que les automobilistes et les cyclistes se mettent à respecter le code de la route. »

J'ignorais que le code de la route avait une période d'essai.

Mon riverain n'a rien dit. Je sentais ses talons appuyer sur moi. Puis il a pris son air le plus sérieux, celui des questions dont il connaît la réponse, et il s'est tourné vers un policier.

« Nous sommes bien dans une zone de rencontre ? »

Le policier a d'abord regardé le maire adjoint.

« Oui, monsieur. »

« Alors je peux rentrer chez moi en marchant au milieu de la chaussée ? »

Cette fois, le policier n'a pas regardé le maire adjoint.

« Non ! C'est beaucoup trop dangereux. Vous avez des trottoirs. »

J'avais donc mal compris. Le piéton a bien la priorité, mais sur le trottoir.

Avant le soir, on m'avait retiré une de mes trois écluses. On l'avait trouvée tellement dangereuse qu'elle n'avait pas eu droit à une période d'essai.

Le lendemain, mon riverain a montré à son voisin un arrêté de la mairie, le texte officiel sur ma zone de rencontre. Son objet : constater que mon aménagement était « cohérent ». La Ville y disait vouloir « favoriser les mobilités douces ». Il avait été signé le jour même où l'on m'enlevait une écluse.

*

Depuis, après chaque écluse, on rattrape le temps perdu. Certains poussent jusqu'à cinquante à l'heure. Mon panneau dit vingt. Devant chez eux, mes riverains attendent que la voiture soit passée pour reprendre leur phrase.

Un samedi, celui du casque jaune est sorti avec sa fille. Ils ont pris la chaussée, lui devant, elle derrière. Une voiture arrivait en face, une autre la suivait. Il s'est retourné. Avant la première écluse, il a mis pied à terre, et ils ont continué sur le trottoir, les vélos à la main.

Mes écluses ont fini par fonctionner : elles font monter les vélos de la chaussée au trottoir. C'est là que les piétons les rencontrent.

Mon riverain a parlé du conseil municipal de septembre, tenu en plein chantier. Mon maire y avait affirmé : « On fait ce que l'on dit. » Le double sens était dans son programme, avait-il précisé. « Nous sommes des pragmatiques. »

Mon riverain a ajouté ce que mon maire n'avait pas dit : « Quoi qu'il en coûte. Mais sans argent. »

Celui de la voiture grise ne contemple plus sa maison derrière le sens interdit : il rentre tout droit. Il a l'air de me trouver en progrès.

*

Mon riverain ne dit plus « très bien ». Il a vérifié.

Quand on se rangeait pour laisser passer un gros camion, une main se levait pour remercier. Aux écluses, les mains se lèvent encore. Elles ne remercient plus.

La mairie avait eu son constat. Mon riverain a voulu le sien. Avec d'autres riverains, il a fait venir un huissier.

L'arrêté lui-même précise qu'on peut le contester devant le tribunal administratif, dans les deux mois. C'est la seule phrase que mon riverain croit sur parole.

Fin octobre, une nouvelle feuille de la mairie est arrivée dans les boîtes aux lettres. Elle annonçait un « conseil de proximité ». Cette fois, la mairie n'informait pas : elle invitait.

Mon nom n'y figurait pas. Il y serait question de ma voisine, l'avenue Saint-Amand. Mais la réunion se tiendrait chez moi, au 130, à la mairie de quartier. On ne s'invite pas chez une dame sans lui faire un peu la conversation.

Ce soir-là, on a montré deux projets pour Saint-Amand : garder son double sens, ou passer à sens unique, avec une piste cyclable dans l'autre sens. Ce se-

cond dessin, je le connaissais. C'était presque moi, avant. On offrait à ma voisine la robe qu'on venait de m'ôter. Elle lui irait très bien.

À la fin, le maire adjoint a fait voter la salle, à main levée. Le sens unique l'a emporté. Mes riverains, la mairie s'était abstenue de les faire voter. Ils risquaient d'avoir un avis.

Ce n'était qu'un premier rendez-vous. Il y en aura d'autres l'an prochain, et des travaux en 2028. Saint-Amand aura de longues fiançailles. Moi, on m'a mariée en trois semaines, la nuit, sans me demander ma main.

Mon riverain a demandé pourquoi on n'avait pas étudié de zone de rencontre pour Saint-Amand, puisque chez moi, c'était la solution miracle. Le maire adjoint a laissé la question en attente, comme mes plantes. J'en ai donc l'exclusivité. Je ne sais pas encore si c'est un honneur.

Il a aussi demandé pourquoi, chez moi, on n'avait pas consulté les riverains. À cette question-là, le maire adjoint, un peu agacé, avait une réponse : « Allez discuter avec les commerçants. » Bonne idée. Surtout avec ceux qui me trouvaient bien mieux en sens unique.

« Et maintenant ? » a demandé le voisin.

« À chaque étape, je me dis qu'ils ne pourront pas aller plus loin. Ils ont enlevé une écluse parce qu'elle était dangereuse. Les deux autres sont pareilles. »

« Ils vont les enlever ? »

« Ce serait logique. Il ne resterait que le panneau. »

Depuis, chaque nuit, Général-Leclerc veille avec moi sur mes deux écluses. Hier, je lui ai parlé de ceux qui me défendent. Elle m'a demandé combien ils étaient.

Avant la pétition, mon riverain croyait qu'ils n'étaient que deux : lui et son voisin. D'autres alertaient déjà la mairie, chacun de son côté. Aujourd'hui, ils se connaissent, et ils sont assez nombreux pour ne pas être d'accord.

Les uns voudraient retrouver mon sens unique. Les autres rêvent d'une vraie zone de rencontre. En attendant, ils en discutent sur le trottoir.

L'autre soir, ils ont pris le risque de traverser sans s'interrompre. Une voiture s'est arrêtée pour eux. Les piétons devant, la voiture derrière : pour la première fois, j'ai ressemblé à mon panneau.

POSTFACE

Le riverain

L'avenue a parlé pendant cinq chapitres. Elle est plus bavarde que moi.

Je suis un riverain comme les autres : j'habite avenue Louis-Barthou, et je fais partie de ceux qui, d'habitude, ne prennent pas la parole.

Un sens unique, ce n'est pas grand-chose, je le sais. Mais celui-là avait des qualités. Un exemple tout bête : avec ma fille de huit ans, je pouvais partir à vélo directement de la maison. L'avenue était assez sûre pour elle. C'était du moins l'avis de son papa. En juillet 2026, j'ai appris que la mairie allait rétablir sans concertation le double sens, parce que d'autres le réclamaient et qu'on n'entendait qu'eux. Pour une fois, j'ai pris la parole. Pas seulement pour mon avenue. Ceux qui ne disent rien ont aussi un avis, et il ne vaut pas moins parce qu'il ne fait pas de bruit.

Alors nous avons créé un collectif, avec un site, une pétition et quelques tracts glissés dans les boîtes aux lettres. Je n'étais pas le seul : vous avez été plus de

quatre cents à signer. Ce livre est d'abord pour vous. Le récit s'arrête ici. L'histoire, non. J'ai choisi d'en rire plutôt que de m'aigrir. Je n'y arrive pas toujours.

L'histoire est vraie. Les scènes, je les ai parfois arrangées : une avenue ne parle pas, même à Caudéran. Certains personnages sont inventés. La dame de 17 heures aussi, mais pas par moi. Les phrases des élus viennent du conseil municipal, de la presse ou de mes rendez-vous ; certaines sont résumées. J'ai vérifié les dates, les décisions et les chiffres, autant que possible. Vous connaissez l'avenue aussi bien que moi : si vous trouvez une erreur, dites-le.

Pour le site, la pétition et ce livre, j'ai travaillé avec Claude, une intelligence artificielle. Je racontais, elle proposait. Je commentais chaque ligne, elle recommençait. Elle cherchait, je triais. Les scènes, les coupes et le ton, c'est moi qui les ai choisis. Pour se faire entendre, il faut du temps et un peu de savoir-faire. Je manquais des deux. Sans cette aide, je me serais sans doute tu.

Merci à Magali, qui a tout lu la première. Merci aux commerçants qui soutiennent notre démarche. Merci à mes voisins et aux membres du collectif. Je leur ai donné les deux premiers chapitres, avec une question : « Vous aimez bien ? » Ils m'ont répondu : « C'est très drôle, on veut la suite. » J'ai continué. La concertation, elle, attend toujours de commencer.

Thierry Vazzoler, avenue Louis-Barthou, octobre 2026

« On l'a promis. »
« À qui ? »
« À tout le monde. »

Je suis l'avenue Louis-Barthou, à Caudéran. On me trouvait sur tous les plans, rarement dans les conversations.

En 2023, on m'a mise en sens unique, à l'essai. On m'a comptée, mesurée, observée. Mes riverains ont donné leur avis, et l'on m'a gardée ainsi. J'en étais fière : on l'est toujours d'un examen réussi, même quand on n'a pas demandé à le passer.

Puis un nouveau maire est arrivé, avec une promesse. Je n'imaginais pas qu'elle me concernait.

Me voici zone de rencontre. Le piéton y a la priorité. Je vous expliquerai où.

RÉCIT

THIERRY VAZZOLER